

PROTECTION CIVILE DE PARIS SEINE

Association régie par la Loi de 1901

244 rue de Vaugirard

75015 Paris

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES
COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2025

PROTECTION CIVILE DE PARIS SEINE

Association régie par la Loi de 1901
244 rue de Vaugirard
75015 Paris

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2025

A l'assemblée générale de l'association PROTECTION CIVILE DE PARIS SEINE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association PROTECTION CIVILE DE PARIS SEINE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06 exposées dans la note « changement de méthode comptable » de l'annexe aux comptes annuels.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Malakoff, le 16 juin 2026
Le commissaire aux comptes
IN EXTENSO IDF AUDIT

Caroline DORIZON
Associée

Signé par Caroline DORIZON
Le 16 juin 2026

Signed with
Universign

doc_827/MJ
ix_k5âagp/vomn7.d3



Bilan actif

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)		Variation
	Brut	Amort.prov.	Net	Net	
Frais d'établissement (I)					
<u>ACTIF IMMOBILISÉ</u>					
<u>Immobilisations incorporelles</u>					
Frais de développement					
Donations temporaires d'usufruit					
Concessions, brevets, licences, marques droits similaires	294 475	291 513	2 963	11 723	- 8 760
Immobilisations incorpor. en cours, avances et acomptes					
<u>Immobilisations corporelles</u>					
Terrains					
Constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriels	10 803 962	8 506 514	2 297 448	2 706 475	- 409 027
Immobilisations corpor. en cours, avances et acomptes	62 284		62 284	85 979	- 23 695
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
<u>Immobilisations financières</u>					
Participations					
Créances rattachées à des participations					
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres immobilisations financières	93 024		93 024	94 514	- 1 490
TOTAL (II)	11 253 746	8 798 027	2 455 719	2 898 692	- 442 973
<u>ACTIF CIRCULANT</u>					
Stocks et en-cours					
Créances					
. Créances clients, usagers et comptes rattachés	1 568 869	68 282	1 500 587	2 096 706	- 596 119
. Créances reçues par legs ou donations					
. Autres créances	846 560	52 063	794 497	1 115 499	- 321 002
Charges constatées d'avance	60 576		60 576	180 473	- 119 897
Valeurs mobilières de placement					
Instruments financiers à terme et jetons détenus					
Disponibilités	4 626 670		4 626 670	3 821 179	805 491
TOTAL (III)	7 102 675	120 345	6 982 331	7 213 857	- 231 526
Frais d'émission des emprunts (IV)					
Primes de remboursement des emprunts (V)					
Ecart de conversion et diff. d'évaluation Actif (VI)					
TOTAL ACTIF (I+II+III+IV+V+VI)	18 356 421	8 918 372	9 438 050	10 112 549	- 674 499



Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)	Variation
<u>FONDS PROPRES</u>			
<i>Fonds propres sans droit de reprise</i>			
. Fonds propres statutaires			
. Fonds propres complémentaires			
<i>Fonds propres avec droit de reprise</i>			
. Fonds statutaires			
. Fonds propres complémentaires			
Ecart de réévaluation			
<i>Réserves</i>			
. Réserves statutaires ou contractuelles			
. Réserves pour projet de l'entité	1 141 007	1 141 007	
. Autres			
Report à nouveau	1 937 348	1 877 220	60 128
Excédent ou déficit de l'exercice	52 223	60 128	- 7 905
Situation nette (sous total)	3 130 578	3 078 355	52 223
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement	2 546 427	2 870 005	- 323 578
Provisions réglementées			
TOTAL (I)	5 677 005	5 948 360	- 271 355
<u>FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS</u>			
Fonds reportés liés aux legs ou donations			
Fonds dédiés			
TOTAL (II)			
<u>PROVISIONS</u>			
Provisions pour risques	25 000		25 000
Provisions pour charges	71 231	59 812	11 419
TOTAL (III)	96 231	59 812	36 419
<u>DETTES</u>			
Emprunts obligataires et assimilés			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières diverses			
Instruments financiers à terme			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	450 417	870 233	- 419 816
Dettes des legs ou donations			
Dettes fiscales et sociales	457 173	516 654	- 59 481
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	2 637 819	2 645 661	- 7 842
Produits constatés d'avance	119 405	71 830	47 575
TOTAL (IV)	3 664 814	4 104 377	- 439 563
Ecarts de conversion et différences d'évaluation Passif (V)			
TOTAL PASSIF (I+II+III+IV+V)	9 438 050	10 112 549	- 674 499



Compte de résultat

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
<u>PRODUITS D'EXPLOITATION</u>				
Cotisations	18 534	17 084	1 450	8,49
Ventes de biens et services				
. Ventes de biens	88 847	86 639	2 208	2,55
. dont ventes de dons en nature				
. Ventes de prestations de services	9 247 642	9 350 043	- 102 401	-1,10
. dont parrainages				
Produits de tiers financeurs				
. Concours publics et subventions d'exploitation	1 540 499	422 227	1 118 272	264,85
. Versements des fondateurs ou consommations/dotation consomptible				
. Ressources liées à la générosité du public				
. Dons manuels	70 900	50 914	19 986	39,25
. Mécénats	25 922	31 050	- 5 128	-16,52
. Legs, donations et assurances-vie		6 646	- 6 646	-100
. Contributions financières				
Reprises sur amortiss., dépréciat. et provisions	23 943		23 943	N/S
Produits des cessions d'immobilisations incorp. et corporelles	51 031		51 031	N/S
Utilisations des fonds dédiés				
Autres produits	70 987	48 445	22 542	46,53
Total des produits d'exploitation (I)	11 138 305	10 013 048	1 125 257	11,24
<u>CHARGES D'EXPLOITATION</u>				
Achats de marchandises	363 242	272 789	90 453	33,16
Variations stocks				
Autres achats et charges externes	6 206 600	6 458 119	- 251 519	-3,89
Aides financières	1 627		1 627	N/S
Impôts, taxes et versements assimilés	212 396	194 453	17 943	9,23
Salaires et traitements	2 269 742	2 202 643	67 099	3,05
Cotisations sociales	799 039	773 415	25 624	3,31
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	1 205 392	1 293 825	- 88 433	-6,84
Dotations aux provisions	36 419	8 512	27 907	327,85
Valeurs comptables des immobilisations incorp. et corp. cédées				
Reports en fonds dédiés				
Autres charges	26 130	16 005	10 125	63,26
Total des charges d'exploitation (II)	11 120 588	11 219 760	- 99 172	-0,88
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	17 717	-1 206 712	1 224 429	101,47
<u>PRODUITS FINANCIERS</u>				
De participation				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés	44 868	28 299	16 569	58,55
Reprises sur dépréciations et provisions				
Différences positives de change				
Produits des immobilisations financières cédées				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie				
Total des produits financiers (III)	44 868	28 299	16 569	58,55



PROTECTION CIVILE PARIS SEINE



244 rue de Vaugirard
75015 PARIS

Tél. : 01 43 37 01 01

www.protectioncivile.org

contact@protectioncivile.org

	Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
<u>CHARGES FINANCIÈRES</u>				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie				
Total des charges financières (IV)				
RESULTAT FINANCIER (III - IV)	44 868	28 299	16 569	58,55
RÉSULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	62 585	-1 178 413	1 240 998	105,31
<u>PRODUITS EXCEPTIONNELS</u>		1 270 281	-1 270 281	-100
Total des produits exceptionnels (V)		1 270 281	-1 270 281	-100
<u>CHARGES EXCEPTIONNELLES</u>		25 508	- 25 508	-100
Total des charges exceptionnelles (VI)		25 508	- 25 508	-100
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		1 244 773	-1 244 773	-100
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les sociétés (VIII)	10 362	6 232	4 130	66,27
Total des produits (I + III + IV)	11 183 173	11 311 628	- 128 455	-1,14
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	11 130 950	11 251 500	- 120 550	-1,07
EXCEDENT OU DEFICIT	52 223	60 128	- 7 905	-13,15
<u>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</u>				
Dons en nature				
Prestations en nature	102 387	268 549	- 166 162	-61,87
Bénévolats	4 951 548	6 553 131	-1 601 583	-24,44
Total	5 053 935	6 821 680	-1 767 745	-25,91
<u>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</u>				
Secours en nature				
Mise à disposition gratuite de biens et services	102 387	268 549	- 166 162	-61,87
Prestations en nature				
Personnel bénévole	4 951 548	6 553 131	-1 601 583	-24,44
Total	5 053 935	6 821 680	-1 767 745	-25,91



ANNEXE

Rapport de gestion

L'activité de l'association, qui avait connu un pic exceptionnel en 2024 du fait des Jeux Olympiques et Paralympiques (JOP), est restée à un niveau comparable en 2025 (chiffre d'affaires à -1 %). Cette stabilité est remarquable. Elle s'explique à la fois par une augmentation des activités récurrentes tant dans le domaine opérationnel que dans celui de la formation, et par le développement significatif de nouvelles activités (notamment la mise en œuvre de Centres d'Hébergement d'Urgence à la demande de la Ville de Paris ainsi que l'organisation du Cardio-Challenge Heroes en novembre 2025, course solidaire ayant rassemblé plus de 5000 coureurs autour de la prévention de l'arrêt cardiaque et de la diffusion des gestes de premiers secours). Plus précisément, le chiffre d'affaires de l'activité hors JOP a augmenté de +17 % entre 2024 et 2025.

Ceci démontre une nouvelle fois la capacité de l'association à répondre sur tous les fronts grâce à l'engagement sans faille des bénévoles et des équipes d'encadrement, qui méritent d'être chaleureusement félicités.

Ainsi, la stabilité du chiffre d'affaires et la maîtrise des charges de fonctionnement permettent à l'association de préserver son équilibre financier, de maintenir sa capacité d'investissement et de dégager un résultat excédentaire.

Cependant, rappelons qu'en 2024 une partie significative de l'activité liée aux JOP avait été assurée grâce aux 250 membres des Renforts Exceptionnels. Cet engagement ponctuel ne s'est pas renouvelé en 2025, par définition. De ce fait, les membres actifs de l'association ont été davantage sollicités qu'en 2024. Or leur nombre n'a pas progressé aussi vite que l'activité hors JOP. Une attention toute particulière doit donc être portée au recrutement de futurs bénévoles et à leur progression interne, tant sur les compétences terrain que sur les fonctions d'encadrement et d'administration, afin de permettre la poursuite du développement de l'association. De même, le maillage territorial de l'association, désormais composé de 42 antennes locales grâce à la création de l'antenne de Châtillon au cours de l'année 2025, a vocation à s'étendre dans les années à venir. Ces enjeux constituent l'un des principaux défis pour l'avenir de la PCPS.

Les partenariats étroits que la PCPS entretient avec les acteurs institutionnels du territoire de Paris, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne (notamment les communes, les Conseils départementaux, le Conseil régional, la Préfecture de Police, les Préfectures de département, la Préfecture de région, la Zone de Défense et de Sécurité, la BSPP, le SAMU) se sont encore renforcés cette année, dans le cadre des nombreuses missions de service public auxquelles l'association a contribué.

Durant l'exercice 2025, les subventions de fonctionnement reçues ont légèrement diminué (-9 %), du fait du contexte général budgétaire de plus en plus contraint.

En matière d'investissements, après le cycle exceptionnel de préparation des JOP en 2023 et 2024, l'année 2025 a marqué une pause, voyant le montant investi divisé par deux (-48 %) par rapport à 2024.



De plus, depuis 2016, l'association dispose d'un fonds de dotation destiné à soutenir les investissements de l'association, comme le pratiquent habituellement les associations d'intérêt général désireuses de structurer leurs investissements dans le matériel nécessaire à leurs activités. Le fonds de dotation a pleinement joué son rôle en 2025, permettant à l'association de réaliser ses investissements.

Sur le plan financier, la trésorerie de l'association est en hausse de +21 % au cours de l'exercice 2025, en lien étroit avec la diminution des investissements citée précédemment.

Il convient enfin de signaler l'entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2025 de nouvelles règles comptables modifiant la présentation de certaines subventions d'investissement dans le compte de résultat. Cette évolution est sans incidence sur la situation financière de l'association mais affecte la comparaison de certains postes entre 2024 et 2025.

Les travaux d'harmonisation des process financiers et d'engagements des dépenses se sont poursuivis en 2025 ; l'année 2026 sera l'année de la mise en œuvre de la 1^{ère} étape de la facturation électronique et d'évolution du logiciel de facturation du siège.

En conclusion, l'exercice 2025 confirme la solidité du modèle de développement de la PCPS. Après la mobilisation exceptionnelle des Jeux Olympiques et Paralympiques, l'association a su maintenir un niveau d'activité élevé, poursuivre sa diversification, consolider sa situation financière et renforcer son ancrage territorial. Ces résultats constituent une base solide pour accompagner les développements futurs de l'association au service des populations et des pouvoirs publics.

*



Principes comptables généraux

Les comptes annuels de l'exercice au 31 décembre 2025 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du Code de Commerce, du règlement ANC N° 2014-03 modifié par le règlement ANC n°2022-06 du 4 novembre 2022 relatif à la modification du plan comptable général et du règlement ANC N°2018-06 du 5 décembre 2018 modifié par le règlement ANC n°2023-03 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité d'exploitation,
- permanence des méthodes comptables,
- indépendances des exercices,
- et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros."

Changement de méthode comptable

Cet exercice constitue le premier exercice d'application du règlement ANC n°2022-06 du 4 novembre 2022 relatif à la modification du plan comptable général (règlement ANC N° 2014-03) et du règlement ANC n°2023-03 relatif à la modification du plan comptable général (règlement ANC N° 2018-06). Ce règlement est applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025.

Cette première application constitue un changement de méthode comptable lié à un changement de réglementation comptable, appliqué de manière prospective.

Le bilan et le compte de résultat de l'exercice précédent, tels qu'arrêtés et publiés, sont présentés en fin d'annexe.

Les principaux objectifs du règlement ANC n°2022-06 et n°2023-03 sont de moderniser et de simplifier les états financiers, d'actualiser la nomenclature des comptes et de faciliter la digitalisation.

Les principales dispositions sont les suivantes :

- Une nouvelle définition du résultat exceptionnel, correspondant uniquement aux produits et charges directement liés à des événements majeurs et inhabituels. L'objectif est de limiter les éléments inscrits par nature aux seules écritures comptables d'origine purement fiscale (amortissements dérogatoires, etc.), aux corrections d'erreurs et aux changements de méthode comptable inscrits en résultat.
- La suppression des transferts de charges, avec un reclassement des montants concernés dans les comptes de charges et produits correspondants.
- La modernisation du plan de comptes afin de répondre, notamment, à l'objectif de digitalisation des états financiers.
- La modification du modèle des états financiers, avec la conservation et la mise à jour des deux modèles de bilan et de compte de résultat.
- La modification des informations à fournir dans l'annexe, incluant le regroupement des données par type d'information et la présentation de ces informations au moyen de tableaux normés.

Ce changement de méthode comptable a eu les principaux impacts suivants sur les comptes 2025 :

Reclassement de la quote-part de subvention d'investissement, initialement comptabilisée en produit exceptionnel dans les comptes 2024, vers les produits d'exploitation dans le poste "Concours publics et subventions d'exploitation" pour un montant de 1 173 744 €.

Reclassement du produit des cessions d'immobilisations, initialement comptabilisé en produit exceptionnel dans les comptes 2024, vers les produits d'exploitation dans le poste "produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles" pour un montant de 51 031 €."



Règles et méthodes comptables

Informations générales

La Protection Civile Paris Seine est une association loi 1901, affiliée à la Fédération Nationale de Protection Civile (reconnue d'utilité publique).

L'association intervient principalement dans 3 domaines :

- Opérations de secours
- Formation au secourisme
- Action solidaire et sociale

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) sous déduction des rabais, remises, ristournes et des escomptes de règlement.

L'association n'a pas identifié d'immobilisations décomposables.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue. La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage.

Logiciels pédagogiques :	1 à 4 ans
Matériel industriel :	2 à 7 ans
Installations générales agencements :	4 à 10 ans
Matériel de transport :	3 à 5 ans
Matériel bureau et informatique :	4 à 8 ans

Immobilisations financières

La valeur brute est constituée par le coût d'acquisition.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une dépréciation est pratiquée, lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Autres informations

En 2016, le Conseil d'administration de l'association a décidé la création d'un fonds de dotation.

Au cours de l'exercice 2025, le fonds de dotation a soutenu l'association à hauteur de 682 530 Euros. Ce soutien concerne la réalisation d'investissements par l'association. En outre, une affectation de 2.417 412 Euros a été décidée au titre de l'année 2025 par le Conseil d'administration de l'association.

A la clôture de l'exercice, le fonds de dotation dispose de 4 199 961 Euros destinés au soutien exclusif de l'association.

Engagements hors bilan

L'association n'a pas d'engagement hors bilan.



Notes sur le bilan actif

Immobilisations brutes

Immobilisations brutes	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	294 475			294 475
Immobilisations corporelles	10 367 556	763 704	265 013	10 866 247
Immobilisations financières	94 514	7 650	9 140	93 024
TOTAL	10 756 546	771 354	274 153	11 253 746

Amortissements et dépréciations

Amortissements et dépréciations	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	282 752	8 761		291 513
Immobilisations corporelles	7 575 102	1 167 399	235 986	8 506 515
Titres mis en équivalence				
Autres Immobilisations financières				
TOTAL	7 857 854	1 176 160	235 986	8 798 028

Nature des dépréciations

Nature des dépréciations	Ouverture	Augment.	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Clôture
Stocks et en-cours					
Comptes de tiers	115 054	29 233	23 943		120 344
Comptes financiers					
TOTAL	115 054	29 233	23 943		120 344

Etat des créances

Etat des créances	Montant brut	A un an	A plus d'un an
Actif immobilisé	93 024		93 024
Actif circulant et charges d'avance	2 476 005	2 476 005	
TOTAL	2 569 029	2 476 005	93 024

Produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Immobilisations financières	
Clients et comptes rattachés	458 055
Autres créances	548 126
Disponibilités	
TOTAL	1 006 181



Notes sur le bilan passif

Variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	AFFECTATION DU RESULTAT		AUGMENTATION		DIMINUTION OU CONSOMMATION		A LA CLOTURE DE L'EXERCICE
	MONTANT	MONTANT	DONT GENEROSITE DU PUBLIC	MONTANT	DONT GENEROSITE DU PUBLIC	MONTANT	DONT GENEROSITE DU PUBLIC	MONTANT
Fonds propres sans droit de reprise								
Fonds propres avec droit de reprise								
Ecart de réévaluation								
Réserves	1 141 007							1 141 007
Report à nouveau	1 877 220	60 128						1 937 348
Excédent ou déficit de l'exercice	60 128	-60 128		52 223				52 223
Dotations consommables								
Subventions d'investissement	2 870 004			900 167		1 223 744		2 546 427
Provisions réglementées								
TOTAL	5 948 359			952 390		1 223 744		5 677 005

Nature des provisions

Nature des provisions	Ouverture	Augment.	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Clôture
Provisions réglementées					
Provisions pour risques et charges	59 812	36 419			96 231
TOTAL	59 812	36 419			96 231

Etat des dettes

Etat des dettes	Montant total	A moins d'un an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédit				
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	450 417	450 417		
Dettes fiscales et sociales	457 173	457 173		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	2 637 819	2 637 819		
Produits constatés d'avance	119 405	119 405		
TOTAL	3 664 814	3 664 814		

Charges à payer par postes du bilan

Charges à payer par postes du bilan	Montant
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Fournisseurs	265 213
Dettes fiscales et sociales	457 173
Autres dettes	2 339 530
TOTAL	3 061 916

Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance ne sont composés que de produits ordinaires dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur.



Tableau de suivi des subventions

Les subventions d'investissement sont étalées sur la même durée que celle relative aux amortissements des biens qu'elles financent.

Subventions d'investissement	Investissements	Date investissement	Montant investi	Montant subventionné
Subventions 2017	Installation	2020	17 260	14 319
Subventions 2018	Matériel	2022	36 696	11 504
	Matériel	2020	6 672	2 192
Subventions 2019	Installation	2021	185 579	9 026
	Matériel	2021	237 846	60 000
Subventions 2020	En cours	En cours		3 840
	Site internet	2023	10 110	3 000
	Matériel	2023	104 262	71 878
	Installation	2022	35 552	29 893
	Matériel	2022	319 287	168 617
	Matériel	2021	260 186	84 956
	Installation	2021	185 579	27 400
	Installation	2020	23 945	9 626
Subventions 2021	Matériel	2022	39 455	12 775
	Matériel	2021	751 432	628 817
	Installation	2021	216 939	180 512
Subventions 2022	Matériel	2024	36 425	22 500
	Matériel	2023	45 849	16 500
	Matériel	2022	938 378	803 243
	Installation	2022	127 070	97 177
	Logiciels	2022	4 199	4 199
Subventions 2023	En cours	En cours		37 500
	Matériel	2024	117 099	25 540
	Installation	2024	2 909	2 909
	Matériel	2023	1 215 843	1 235 936
	Installation	2023	47 526	47 526
	Logiciels	2023	19 984	19 984
	Matériel	2022	79 702	36 307
Subventions 2024	Matériel	2025	95 947	74 843
	Logiciels	2024	2 015	2 015
	Installation	2024	56 408	56 408
	Matériel	2024	1 294 589	1 248 498
Subventions 2025	En cours	En cours		211 306
	Installation	2025	111 850	111 850
	Matériel	2025	610 037	577 010
TOTAL				5 949 610



Notes sur le compte de résultat

Répartition des ressources par activité

Ventilation du chiffre d'affaires	Montant HT	Taux
Opérations de secours	5 916 243	63.37 %
Enseignement et formation	3 051 307	32.68 %
Administratif et général	368 940	3.95 %
TOTAL	9 336 490	100.00 %

Subventions d'exploitation

Les subventions sont comptabilisées selon leur nature et utilisées selon les modalités spécifiques à chaque convention de financement.

Les subventions affectées par des tiers financeurs à des projets définis qui n'ont pas encore été utilisées à la clôture de l'exercice conformément à l'engagement pris à leur égard sont alors :

- Soit comptabilisées en fonds dédiés
- Soit comptabilisées en produits constatés d'avance

Des subventions d'exploitation ont été perçues au cours de l'exercice, incluant :

Une subvention de 158 460 € par la mairie de Paris pour financer des formations de la population au secourisme

Des subventions municipales pour le fonctionnement des antennes pour un montant total de 127 590 €

Des aides à l'emploi (apprentis et services civiques) pour un montant total de 16 739.97 €

D'autres subventions pour le siège pour un montant de 63 964.11 €

Effectif moyen par catégorie de salariés

	Salariés
Cadres	10
Employés	45
Apprentis	1
TOTAL	56

Honoraires des commissaires aux comptes

	Montant HT
-Honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes annuels	16 643
-Autres honoraires facturés	
TOTAL	16 643

Rémunération des dirigeants

Les dirigeants de l'association ne sont pas rémunérés.



Engagement en matière de retraite

Le montant des droits qui seraient acquis par les salariés au titre de l'indemnité de départ à la retraite s'élève à 71 231 €.

Il a été retenu la méthode dite rétrospective des unités de crédits projetés.

La méthode appliquée est définie par la norme comptable IAS n° 19 révisée et par la norme FAS87.

Elle est conforme à la recommandation 2003 R-01 du CNC.

Les hypothèses retenues pour le calcul de ces indemnités sont les suivantes :

- Modalités de calcul conformes à la convention collective des organismes de formation
- Dernière table de mortalité établie par l'Insee 2010/2012
- Taux de charges fiscales et sociales : 45 %
- Taux d'actualisation : 3,40 %
- Âge de départ à la retraite : 65 ans pour les cadres, et 64 ans pour les autres salariés

Partenariat avec les collectivités parisiennes

Depuis le 26 novembre 2007, la Protection Civile Paris Seine et les collectivités parisiennes (ville et département) sont liées par une convention établissant le cadre de leur partenariat. Cette convention prévoit une participation financière des collectivités aux activités de la PCPS entrant dans le cadre de ce partenariat. La participation financière peut prendre la forme de subventions (investissement, fonctionnement) ou de mise à disposition de locaux. Dans ce partenariat, la PCPS s'est engagée à réaliser des missions de soutien pour l'assistance et la sauvegarde de la population parisienne, notamment la gestion des personnes impliquées dans des événements particuliers (feu, inondations ...). La PCPS s'est également engagée à former gracieusement les agents de la Ville de Paris. En outre, la PCPS réalise gratuitement des missions au profit des pompiers de Paris (BSPP), du SAMU de Paris et des maraudes sociales, au bénéfice de la population parisienne.

En 2025, les collectivités parisiennes ont poursuivi le soutien de la PCPS pour la formation au secourisme avec l'objectif de diffuser la connaissance des gestes qui sauvent pour améliorer la résilience de la population. La subvention de la Ville de Paris, d'un montant de 158 460 euros, dédiée à la formation a ainsi été renouvelée. Elle a été utilisée dans son intégralité durant l'exercice. L'emploi de cette subvention a consisté en la mise en œuvre de plus de séances de formations au secourisme, sans que les stagiaires aient à payer leur formation. Plusieurs types de formations ont été délivrées, notamment des formations courtes comme les Initiations aux Premiers Secours (IPS) ou la formation aux Gestes Qui Sauvent (GQS). Des formations plus longues au PSC1 ont également été réalisées.

De son côté, la PCPS a réalisé 416 797 heures de bénévolat en 2025 au titre de ce partenariat, pour les quatre types de missions prévues. Avec les critères de valorisation du bénévolat (SMIC), cela représente un montant de 4 951 548 Euros annuel. À ce montant s'ajoutent les dépenses nécessaires à la fois en équipement de secours, ainsi que les frais de structure directement liés à la gestion de ces activités. Afin d'évaluer le montant total des activités réalisées au titre du partenariat, un ratio horaire de 25 €/heure secouriste devrait couvrir la totalité des charges liées à ces activités, soit un montant total de 10 419 925 Euros.



Informations spécifiques aux organismes de formation

Ressources de l'organisme

	Année 2025		Année 2024	
	€	%	€	%
<i>Ressources provenant des entreprises et administrations pour leurs salariés et des particuliers</i>				
Entreprises	2 066 775	68%	1 899 651	66%
Particuliers	984 532	32%	960 141	34%
Sous-total	3 051 307	100%	2 859 792	100%
<i>Ressources provenant des pouvoirs publics</i>				
Instances européennes				
État				
Régions				
Autres collectivités territoriales				
Sous-total				
<i>Autres</i>				
Autres organismes de formation				
Autres ressources				
Sous-total				
TOTAL	3 051 307		2 859 792	

Décomposition des actions de formation par finalité

	Année 2025		Année 2024	
	€	%	€	%
Diplômantes				
Perfectionnement professionnel et qualifiant	3 051 307	100 %	2 859 792	100%
Insertion sociale				
Sous-total	3 051 307		2 859 792	



Compte de résultat par origine et destination

A-PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION	EXERCICE 2025		EXERCICE 2024	
	TOTAL	Dont Générosité du public	TOTAL	Dont Générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1- PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
1.1 Cotisations sans contrepartie	18 534		17 084	
1.2 Dons, legs et mécénat				
- Dons manuels	70 900	70 900	50 914	50 914
- Legs, donations et assurance-vie				
- Mécénat	25 922	25 922	31 050	31 050
1.3 Autres produits liés à la générosité du public	0	0	6 646	6 646
2- PRODUITS NON LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
2.1 Cotisations avec contrepartie				
2.2 Parrainage des entreprises				
2.3 Contributions financières sans contrepartie				
2.4 Autres produits non liés à la générosité du public	9 503 375		9 570 774	
3- SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	1540 439		1635 161	
4- REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	23 943			
5- UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS				
TOTAL	11 183 173	96 822	11 311 628	88 610
CHARGES PAR DESTINATION				
1- MISSIONS SOCIALES				
1.1 Réalisées en France				
- Actions réalisées par l'organisme	6 265 230	54 764	6 455 988	51 999
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France	2 417 412		2 560 000	
1.2 Réalisées à l'étranger				
- Actions réalisées par l'organisme				
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France				
2- FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS				
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	42 057	42 057	36 611	36 611
2.2 Frais de recherche d'autres ressources				
3- FRAIS DE FONCTIONNEMENT	2 330 236		2 132 805	
4- DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	65 652		59 865	
5- IMPOT SUR LES BENEFICES	10 362		6 232	
6- REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE				
TOTAL	11 130 950	96 822	11 251 500	88 610
EXCEDENT OU DEFICIT	52 223	0	60 128	0

B-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	EXERCICE 2025		EXERCICE 2024	
	TOTAL	Dont Générosité du public	TOTAL	Dont Générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1- CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
Bénévolat	4 951 548	4 951 548	6 553 131	6 553 131
Prestations en nature				
Dons en nature				
2- CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES NON LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
3- CONCOURS PUBLICS EN NATURE				
Prestation en nature	56 603		225 849	
Dons en nature	45 784		42 700	
TOTAL	5 053 935	4 951 548	6 821 680	6 553 131
CHARGES PAR DESTINATION				
1- CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES				
Réalisées en France	4 997 332	4 951 548	6 595 831	6 553 131
Réalisées à l'étranger				
2- CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS				
3- CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT	56 603		225 849	
TOTAL	5 053 935	4 951 548	6 821 680	6 553 131



Compte emplois ressources

COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRES DU PUBLIC (LOI N°91-772 DU 7 AOUT 1991)					
EMPLOIS PAR DESTINATION		RESSOURCES PAR ORIGINE			
EMPLOIS DE L'EXERCICE		EXERCICE 2025	EXERCICE 2024	EXERCICE 2025	EXERCICE 2024
1 - MISSIONS SOCIALES					
1.1. Réalisées en France		54 764	51 999	0	0
- Actions réalisées par l'organisme					
- Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant en France					
1.2. Réalisées à l'étranger		0	0	70 900	50 914
- Actions réalisées par l'organisme					
- Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant à l'étranger					
2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS		0	0	0	0
2.1. Frais d'appel à la générosité du public		0	0	25 922	31 050
2.2. Frais de recherche d'autres ressources		42 037	36 611	0	6 646
3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT		0	0	0	0
4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRÉCIATIONS		96 822	88 610	96 822	88 610
5 - REPORTS EN FONDS DÉDIÉS DE L'EXERCICE		0	0	0	0
EXCÉDENT DE LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC DE L'EXERCICE		0	0	0	0
TOTAL		0	0	0	0
TOTAL DES EMPLOIS		96 822	88 610	TOTAL DES RESSOURCES	96 822
0 2 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRÉCIATIONS		0	0	0	0
0 3 - UTILISATIONS DES FONDS DÉDIÉS ANTERIEURS		0	0	0	0
0 4 - DÉFICIT DE LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC DE L'EXERCICE		0	0	0	0
TOTAL		0	0	0	0
RESSOURCES REPORTÉES LIÉES À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC EN DÉBIT D'EXERCICE (HORS FONDS DÉDIÉS)					
(+) Excédent ou (-) Insuffisance de la générosité du public				0	
(-) Investissements et (+) désinvestissements nets liés à la générosité du public de l'exercice					
RESSOURCES REPORTÉES LIÉES À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE (HORS FONDS DÉDIÉS)				0	0
EXERCICE 2025	EXERCICE 2024	EXERCICE 2025	EXERCICE 2024	EXERCICE 2025	EXERCICE 2024
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE					
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES					
Réalisées en France		4 951 548	6 553 131	4 951 548	6 553 131
Réalisées à l'étranger		0	0	0	0
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES À LA RECHERCHE DE FONDS		0	0	0	0
3 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT		0	0	0	0
TOTAL		4 951 548	6 553 131	4 951 548	6 553 131
RESSOURCES DE L'EXERCICE					
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIÉES À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC					
Bénévolat					
Prestations en nature					
Dons en nature					
TOTAL		4 951 548	6 553 131	4 951 548	6 553 131

Pour mémoire, rappel du tableau relatif aux fonds dédiés pour la partie relevant de la générosité du public

FONDS DÉDIÉS LIÉS À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC		EXERCICE 2025	EXERCICE 2024
FOND DÉDIÉS LIÉS À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC EN DÉBIT D'EXERCICE			
(-) Utilisation			
(-) Report			
FOND DÉDIÉS LIÉS À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE		0	0



Principes généraux de la présentation du CROD et du CER

Le Compte de Résultat par Origine et Destination, le Compte d'Emploi annuel des Ressources et ses annexes font partie intégrante de l'annexe aux comptes conformément à l'application du règlement 2018- 06 modifié par le règlement 2020-08.

Règles et méthodes retenues pour l'établissement du CROD et du CER

Les missions et les clés d'affectation des charges indirectes ont été arrêtées par le Bureau.
Au 01/01/2021, il n'y avait pas de solde non utilisé liés à la générosité du public.

Détail des charges par destination :

Missions sociales

Actions réalisées en France :

- Opérations de secours : Mise en place de dispositifs de secours et renforcement du service public de secours ;
- Formation aux premiers secours : du grand public et la formation professionnelle (DAE, PSC1, PSE1, PSE2, SST, BNMPS-PAE3, PAE1, BNSSA...) ;
- Action solidaire et sociale : maraudes locales, soutien humanitaire d'exception, accueil des impliqués et hébergement d'urgence à l'occasion de sinistres, d'événements climatiques et autres accidents.

Les charges relatives aux missions sociales sont affectées de la manière suivante :

- Les charges directement en lien avec les missions sociales (ex : sous-traitance de formation ou achats de matériel premiers secours) ou au prorata de l'utilisation des charges par missions sociales
- Une détermination des charges de personnel directement affectées aux missions sociales (ex : formateur) ou à un prorata des heures affectées aux missions sociales
- La dotation aux amortissements relative au matériel de transport et au matériel de secours est imputée aux charges relatives aux missions sociales

Frais d'AGP

Les frais d'appel à la générosité correspondent aux frais d'organisation de la campagne de dons et sont financés à 100% par la générosité du public.

Frais de fonctionnement

Les frais de fonctionnement correspondent aux frais généraux nécessaires à l'organisation des activités de l'association (ex : entretien des biens immobiliers).

Détail des produits par origine :

Les ressources se composent des éléments suivants :

Les produits liés à la générosité du public :

L'appel à la générosité publique ne comprend que les dons des particuliers

Les dons affectés résultants :

- De la volonté du donateur
- D'appels spécifiques aux dons

Produits non liés à la générosité du public :

- Autres produits non liés à la générosité du public :
 - o Inscription aux formations
 - o Prestations liées aux postes de secours
 - o Produits financiers
 - o Transferts de charges



- Plus et moins-values de cessions d'immobilisations
- Subventions et autres concours public
 - Quotes-parts de subventions d'investissement
 - Subvention d'exploitation accordée par l'état, les mairies, le département, l'ARS etc.

Autres :

- L'ensemble des ressources collectées auprès du public ont été utilisées en totalité au cours de l'exercice
- Contributions volontaires en nature

Une évaluation des heures de bénévolat a été faite sur l'année 2025
Cela représente un total de 416 797 heures de bénévolat (561 065 en 2024). Cette contribution a été valorisée au SMIC horaire, soit 11.88 €, permettant d'obtenir une valorisation du bénévolat à hauteur de 4 951 548 Euros. Ces informations sont issues de l'outil informatique de gestion des bénévoles, des activités et des moyens qui rend compte avec précision de l'activité bénévole.
- Valorisation des biens mis à disposition

Différents locaux sont mis à la disposition de l'association par les collectivités parisiennes.
La valorisation locative annuelle totale est estimée à 56 603 Euros.



Evaluation des contributions volontaires en nature

Une évaluation des heures de bénévolat a été faite sur l'année 2025 :

(heures)	2025	2024
Actions solidaires et sociales	20 697	25 698
Gardes (BSPP & SAMU)	53 754	58 638
Autres coopérations service public	2 238	23 610
DPS	147 740	261 265
Secours nautiques	529	2 530
Autres		
Formations	48 806	70 715
<i>Dont cadets</i>	3 859	2 669
Activités support	143 033	118 609
TOTAL	416 797	561 065

Cela représente un total de 416 797 heures de bénévolat (561 065 en 2024). Cette contribution a été valorisée au SMIC horaire, permettant d'obtenir une valorisation du bénévolat à hauteur de 4 951 548 Euros. Ces informations sont issues de l'outil informatique de gestion des bénévoles, des activités et des moyens qui rend compte avec précision de l'activité bénévole.



ÉTATS FINANCIERS N-1

Bilan actif

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)			Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation
	Brut	Amort.prov.	Net	Net	
Capital souscrit non appelé					
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement					
Frais de recherche et développement					
Donations temporaires d'usufruit					
Concessions, brevets, droits similaires	294 475	282 752	11 723	19 512	- 7 789
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances et acomptes					
Immobilisations corporelles					
Terrains					
Constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 672 539	1 870 635	801 905	551 565	250 340
Autres immobilisations corporelles	7 609 038	5 704 467	1 904 571	2 019 226	- 114 655
Immobilisations corporelles en cours	1 200		1 200	10 244	- 9 044
Avances et acomptes	84 779		84 779	64 653	20 126
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Immobilisations financières					
Participations et créances rattachées					
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres	94 514		94 514	82 942	11 572
TOTAL (I)	10 756 546	7 857 854	2 898 692	2 748 142	150 550
Actif circulant					
Stocks et en-cours					
Avances et acomptes versés sur commandes	25 513		25 513	17 005	8 508
Créances					
. Créances clients, usagers et comptes rattachés	2 159 698	62 992	2 096 706	1 115 925	980 781
. Créances reçues par legs ou donations					
. Autres	1 142 049	52 063	1 089 986	1 109 586	- 19 600
Valeurs mobilières de placement					
Instruments de trésorerie					
Disponibilités	3 821 179		3 821 179	2 455 106	1 366 073
Charges constatées d'avance	180 473		180 473	20 332	160 141
TOTAL (II)	7 328 912	115 055	7 213 857	4 717 954	2 495 903
Frais d'émission des emprunts (III)					
Primes de remboursement des emprunts (IV)					
Ecart de conversion actif (V)					
TOTAL ACTIF	18 085 457	7 972 909	10 112 549	7 466 096	2 646 453



Bilan passif

Fonds propres			
<i>Fonds propres sans droit de reprise</i>			
. Fonds propres statutaires			
. Fonds propres complémentaires			
<i>Fonds propres avec droit de reprise</i>			
. Fonds statutaires			
. Fonds propres complémentaires			
Ecart de réévaluation			
<i>Réserves</i>			
. Réserves statutaires ou contractuelles			
. Réserves pour projet de l'entité	1 141 007	1 141 007	
. Autres			
Report à nouveau	1 877 220	1 833 681	43 539
Excédent ou déficit de l'exercice	60 128	43 539	16 589
Situation nette (sous total)	3 078 355	3 018 227	60 128
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement	2 870 005	2 666 437	203 568
Provisions réglementées			
TOTAL (I)	5 948 360	5 684 663	263 697
Fonds reportés et dédiés			
Fonds reportés liés aux legs ou donations			
Fonds dédiés			
TOTAL (II)			
Provisions			
Provisions pour risques			
Provisions pour charges	59 812	51 300	8 512
TOTAL (III)	59 812	51 300	8 512
Dettes			
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières diverses			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	870 233	615 661	254 572
Dettes des legs ou donations			
Dettes fiscales et sociales	516 654	379 756	136 898
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	2 645 661	662 121	1 983 540
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance	71 830	72 595	765
TOTAL (IV)	4 104 377	1 730 133	2 374 244
Ecart de conversion passif (V)			
TOTAL PASSIF	10 112 549	7 466 096	2 646 453
Engagements reçus			
Legs nets à réaliser			
. acceptés par les organes statutairement compétents			
. autorisés par l'organisme de tutelle			
Dont en nature restant à vendre			
Engagements donnés			



Compte de résultat

	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
Produits d'exploitation				
Cotisations	17 084	15 124	1 960	12,96
Ventes de biens et services				
Ventes de biens	86 639	45 734	40 905	89,44
dont ventes de dons en nature				
Ventes de prestations de services	9 350 043	6 623 203	2 726 840	41,17
dont parrainages				
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation	422 227	415 851	6 376	1,53
Versements des fondateurs ou consommations/dotation consommable				
Ressources liées à la générosité du public				
Dons manuels	50 914	45 010	5 904	13,12
Mécénats	31 050	60 984	- 29 934	-49,09
Legs, donations et assurances-vie	6 646		6 646	N/S
Contributions financières				
Reprises sur les amortiss., dépréciat., prov. et transferts de charge		4 945	- 4 945	-100
Utilisations des fonds dédiés				
Autres produits	48 445	49 206	- 761	-1,55
Total des produits d'exploitation (I)	10 013 048	7 260 057	2 752 991	37,92
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises	272 789	222 375	50 414	22,67
Variations stocks				
Autres achats et charges externes	6 458 119	3 996 424	2 461 695	61,60
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	194 453	172 155	22 298	12,95
Salaires et traitements	2 202 643	2 058 100	144 543	7,02
Charges sociales	773 415	717 833	55 582	7,74
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	1 293 825	1 049 838	243 987	23,24
Dotations aux provisions	8 512		8 512	N/S
Reports en fonds dédiés				
Autres charges	16 005	1 421	14 584	N/S
Total des charges d'exploitation (II)	11 219 760	8 218 146	3 001 614	36,52
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-1 206 712	-958 088	- 248 624	25,95
Produits financiers				
De participations				
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif				
Autres intérêts et produits assimilés	28 299	24 518	3 781	15,42
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement				
Total des produits financiers (III)	28 299	24 518	3 781	15,42
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placements				
Total des charges financières (IV)				



	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
RESULTAT FINANCIER (III – IV)	28 299	24 518	3 781	15,42
RESULTAT COURANT avant impôts (I – II + III – IV)	-1 178 413	-933 571	- 244 842	26,23
Produits exceptionnels		2 477	- 2 477	-100
Sur opérations de gestion				
Sur opérations en capital	1 270 281	1 003 387	266 894	26,60
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Total des produits exceptionnels (V)	1 270 281	1 005 864	264 417	26,29
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion	6 193	14 776	- 8 583	-58,09
Sur opérations en capital	19 315		19 315	N/S
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions		8 567	- 8 567	-100
Total des charges exceptionnelles (VI)	25 508	23 342	2 166	9,28
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	1 244 773	982 522	262 251	26,69
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les sociétés (VIII)	6 232	5 412	820	15,15
Total des produits (I + III + IV)	11 311 628	8 290 439	3 021 189	36,44
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	11 251 500	8 246 900	3 004 600	36,43
EXCEDENT OU DEFICIT	60 128	43 539	16 589	38,10
Evaluation des contributions volontaires en nature				
Produits				
. Dons en nature				
. Prestations en nature	268 549	288 551	- 20 002	-6,93
. Bénévolats	6 553 131	4 461 397	2 091 734	46,89
Total	6 821 680	4 749 948	2 071 732	43,62
Charges				
. Secours en nature				
. Mise à disposition gratuite de biens et services	268 549	288 551	- 20 002	-6,93
. Prestations				
. Personnel bénévole	6 553 131	4 461 397	2 091 734	46,89
Total	6 821 680	4 749 948	2 071 732	43,62

PROTECTION CIVILE DE PARIS SEINE

Association régie par la Loi de 1901
244 rue de Vaugirard
75015 Paris

***RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX
COMPTES SUR LES CONVENTIONS
REGLEMENTEES***

Exercice clos le 31 décembre 2025

PROTECTION CIVILE DE PARIS SEINE

Association régie par la Loi de 1901
244 rue de Vaugirard
75015 Paris

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Exercice clos le 31 décembre 2025

A l'assemblée générale de l'association PROTECTION CIVILE DE PARIS SEINE,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Conventions passées au cours de l'exercice écoulé

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Fait à Malakoff, le 16 juin 2026
Le Commissaire aux comptes
IN EXTENSO IDF AUDIT

Signé par Caroline DORIZON
Le 16 juin 2026

Signed with 
Universign tx_<52agb'Wimim'9dE

Caroline DORIZON
Associée